

7ème conférence NAERUS, 2006

7-9 Septembre

Technical University Darmstadt (TU Darmstadt), Allemagne

L'aide internationale et les idéologies et politiques de développement urbain

Appel à communication

La rapidité de la croissance urbaine qui caractérise les pays en développement se heurte de toute évidence aux capacités réduites de la plupart des économies urbaines. A l'heure actuelle, un tiers de la population urbaine mondiale vit dans des quartiers surpeuplés et dépourvus de tout service, ainsi qu'accès à l'assainissement ou à une eau potable. Tout porte à croire que cette situation restera inchangée pour longtemps. Au cours des prochaines décennies, si on en croit UN-Habitat, le nombre de gens qui n'auront pas accès à un habitat décent devrait encore s'accroître d'environ 1 billion.

Après les avoir adoptés pendant de nombreuses années, les gouvernements des pays en développement ont pris conscience de l'inefficacité des outils prônés par les pays occidentaux en matière de contrôle des usages du sol urbain, d'urbanisme ou de planification urbaine. L'essentiel de la croissance des villes de ces pays est le produit des quartiers dits informels, se développant souvent de manière chaotique. Dans un contexte marqué à la fois par des taux de croissance démographique soutenus, par un manque de moyens - financiers, humains ou techniques-, ainsi que par une pauvreté et des différences accrues entre une minorité de gens aisés et une majorité de démunis, l'objectif premier de développer des villes bien planifiées apparaît de plus en plus incongru et en total décalage avec les capacités réelles de la plupart des gouvernements locaux.

Depuis les années 70, - en fait, depuis que la Banque Mondiale pousse à substituer des approches plus orientées vers la gestion et le développement urbains aux techniques de planification classiques- la façon d'intervenir dans l'espace urbain a été fortement influencée, voire dictée, par les agences d'aide internationale.

Même si cette aide internationale reste plus ou moins hésitante à s'impliquer davantage dans l'urbain, son pouvoir sur les agendas urbains est évident et transparait notamment dans le jargon déployé sur les questions urbaines : planification stratégique, réduction de

la pauvreté urbaine, partenariat public/privé, développement durable, « bonne » gouvernance urbaine sont des concepts qui, aujourd'hui, « circulent » dans tous les projets urbains financés par la coopération internationale.

Les gouvernements urbains des pays en développement ont d'ailleurs peu de chance de mobiliser une aide internationale quelconque s'ils n'empruntent pas ces *voies privilégiées* du développement urbain. Les politiques urbaines étant de plus en plus l'affaire des gouvernements locaux, le glissement de l'idée de planification de la ville à celle d'une ville bonne gestionnaire est de plus en plus manifeste.

Le paradigme de la *gestion urbaine* s'est ainsi imposé par étapes progressives : on est ainsi passé des approches de renforcement des capacités des habitants, visant à les pousser à mener eux-mêmes des actions d'amélioration de leur environnement, aux injonctions visant à améliorer la gouvernance et garantir à l'ensemble de la population des villes un accès aux bienfaits urbains et à la citoyenneté, en passant par la multiplication d'approches participatives qui, à grand renfort « d'outils » ou « kits » méthodologiques, cherchent à mieux évaluer les besoins et priorités exprimés par les habitants eux-mêmes.

Cette nouvelle orthodoxie de la gestion est née dans les années 80, en même temps que les programmes d'ajustement structurel. Mais elle s'est surtout affirmée avec l'évolution vers le néo-libéralisme des années 90. Ainsi, malgré toutes les bonnes raisons qui suffiraient à justifier à l'interne cette évolution des paradigmes, les programmes d'aide conformes à la nouvelle orthodoxie sont inévitablement empreints des principes de libéralisation explicite qui ont marqué l'évolution de politiques depuis 15 ans.

Les programmes de réduction de la pauvreté, la planification stratégique, l'analyse des forces et faiblesses de l'environnement des projets (SWOT), la bonne gouvernance et tous ses corollaires - les comptes qu'elle est censée rendre, la légalité et la transparence etc... - ne sonnent pas seulement comme des approches méthodologiques ou opérationnelles de gestion urbaine. Force est de les voir aussi comme les outils appropriés de support aux politiques émergentes du nouvel ordre mondial, dont les objectifs premiers sont d'augmenter la productivité et l'efficacité urbaines et d'ouvrir les sociétés et les économies urbaines au marché.

C'est sur ces politiques et ces idéologies de l'aide aux problèmes urbains dans les pays en développement que la 7^{ème} conférence N-AERUS entend se pencher et appelle donc aux contributions. L'objectif de cette conférence sera de confronter les perspectives conceptuelles et politiques de cette problématique à partir d'analyses des programmes et projets déployés ou proposés dans le cadre de l'aide financière internationale.

Les papiers cibleront, bien sûr, la seule question urbaine mais pourront, sans exclusive, explorer l'une des perspectives suivantes

A. *L'économie politique de l'aide dans l'urbain*

Les propositions s'intéresseront aux résultats des projets reposant sur l'aide internationale. Ils mettront en évidence soit les conditions qui permettent à ces derniers d'atteindre leurs objectifs, soit les dynamiques qui les font échouer. Ils s'attacheront aussi à évaluer comment les projets internationaux favorisent réellement une inclusion sociale ou comment, au contraire, ils renforcent les tendances à l'exclusion des populations les plus vulnérables.

B. *Les paradigmes Internationaux de la planification et les sociétés locales*

L'usage de – ou l'adhésion à des - concepts tels que *gouvernance, développement durable, partenariat* et sont désormais largement diffusés. De même, la planification stratégique, les actions de renforcement des capacités et les partenariats privés/public sont devenus tant des objectifs à atteindre que des outils ordinaires de la planification. Pourtant, peu d'études se sont penchées sur les relations entre les postulats sur lesquels reposent ces concepts et outils, et les conditions sociales, institutionnelles et politiques des villes où ils sont mis en oeuvre.

C. *L'aide internationale, pour qui et par qui?*

Malgré une prise de conscience de plus en plus claire du fait que les problèmes et les potentiels urbains méritent d'être traités au niveau local, l'aide internationale reste largement canalisée par les gouvernements centraux ou les agences publiques. Une des questions centrales à adresser à cette aide internationale serait donc *si et quand* cette dernière arrive à toucher directement le niveau *local*, que ce *local* se décline en gouvernement, ONG, associations ou communautés de base, *si et quand* elle les aide à développer des réponses plus adaptées aux spécificités sociales économiques et politiques.

Un résumé des propositions de contribution, en format .rtf ou .doc, de 150 et 250 mots, doit être envoyé à call@naerus.net avant **lundi 3 juillet 2006**.

Les résumés doivent:

- a) Présenter le thème qui sera traité
- b) Définir le contexte
- c) Mettre l'accent sur les conclusions finales de la présentation.

Les auteurs dont la proposition sera retenue seront avisés par e-mail le **lundi 10 juillet 2006**. La version finale des contributions devra être envoyée **lundi 31 juillet 2006**, au plus tard. Elles seront placées sur le site web de N-AERUS.

Lors de la Conférence, le réseau N-AERUS fera son possible pour diffuser des copies des papiers présentés. Toutefois, les auteurs, en particulier

Network-Association of European Researchers
on Urbanization in the South



ceux venus d'Europe, sont cordialement invités à mettre à la disposition des participants une copie papier de leur contribution.
e en français